



Les bonnes idées de Sarko !

S'inspirant de la brûlante réussite des Russes qui avaient décidé de privatiser la gestion de leur réserve forestière pour le résultat que l'on sait aujourd'hui, notre président continue sa politique de destruction et dilapidation du patrimoine de la nation en envisageant dans son plan de révision générale des politiques publiques (RGPP) de « dégraisser à nouveau » l'ONF (l'Office nationale des forêts) pour envisager à terme de confier sa gestion à ses amis du secteur privé.

L'ONF, un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) créé en 1964, gère toutes les forêts publiques réparties sur 11 000 communes. Pour l'entretien des forêts domaniales, l'ONF tire ses recettes de leur exploitation. Pour les forêts com-



munales, les communes reversent environ 10 % de leurs recettes forestières, le reste étant compensé par l'Etat afin d'assurer une même qualité de gestion quelles que soient la commune,

sa forêt, ses ressources. C'est le principe d'un Etat qui équilibre la richesse et soutient ses territoires les moins favorisés économiquement. Cette vision tient compte de la notion de patrimoine naturel à entretenir. Il n'est pas coté en Bourse mais représente notre héritage commun et la sécurité de tous ! (coupe-feu, entretien des sous-bois, beauté du cadre de vie).

Comme le note Pascal Leclerc, secrétaire général de la CGT-Forest : « Des missions d'intérêt général, comme la prévention des incendies, la restauration des milieux montagnards ou la fixation des dunes, font l'objet de conventions entre l'Etat donneur d'ordres et l'ONF prestataire. Elles étaient jusqu'à présent entièrement financées par l'Etat. Mais à l'issue des derniers accords, l'Office devra prendre en charge 50 % du coût. Dès lors, il faut craindre pour l'avenir et pour la qualité de missions que l'ONF n'aura jamais les moyens d'assumer seul ».

Le privé n'aura lui que faire de la juste répartition des richesses et de l'évaluation du bien commun. Ce qui ne sera pas rentable ne sera plus entretenu et livré aux spéculateurs. C'est la logique du marché, celle du prédateur sur sa proie. Citoyens, votre désengagement et votre passivité, face à cette volonté politique délibérée d'exploitation à court terme seront responsables de l'avenir et de la sécurité de vos enfants.

Erik Gruchet
(Saint-Pierre)